

Partie 1 : mobilisation de connaissances (6 points)

1/Pourquoi la hausse du PIB n'entraîne-t-elle pas toujours une hausse des niveaux de vie ?

2/ Qu'est-ce que le marché des changes ?

Partie 2 étude de document (4 points)

Après avoir présenté les documents vous formulerez des hypothèses pour expliquer la baisse des JINT et du taux de syndicalisation



Partie 3 : raisonnement sur dossier (10 points)

Les conflits sont-ils le signe d'une pathologie sociale ?

Document 1

A la question posée : « voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions ou leurs revendications. Pouvez-vous me dire pour chacun d'eux si vous l'approuveriez ou pas, du moins dans certaines circonstances ? ».

Les réponses données sont (en %)

	1988	1995	2002
Provoquer des dégâts matériels	1	2	2
Peindre des slogans sur les murs	6	6	5
Refuser de payer les impôts	23	37	32
Occuper un bâtiment administratif	28	42	43
Participer à des manifestations de rue	49	62	77
Faire grève	66	74	79

Sources : Enquêtes CEVIPOF 1988-1995 et panel électoral français 2002, vague 1 (cités par D. Tartakowski, *La manif en éclats*, La Dispute, 2004).

Champ : population inscrite sur les listes électorales.

DOCUMENT 2

La première grève de la faim commence à Bordeaux, le 3 avril, autour d'un Turc débouté¹ et menacé d'expulsion. [...] Benali Kalkan jouissait d'un profil tout à fait exemplaire qui sera mis à profit par les associatifs : arrivé en France en 1982 et débouté en 1991 [...], parfaitement « intégré » (jouissant d'un travail déclaré après avoir fondé une entreprise, vivant avec une Française et parlant très bien le français), il s'agissait d'un cas particulièrement médiatique. La menace d'expulsion qui pesait sur lui et qui semblait devoir être mise à exécution par la police bordelaise fut perçue par tous les militants comme particulièrement injuste, au point que certains décidèrent de le cacher. Pourtant, devant l'impossibilité de prolonger une telle situation, Benali Kalkan décidait de se mettre en grève de la faim. Cette éventualité, à Bordeaux comme dans le reste de la France, était déjà évoquée par de nombreux déboutés turcs, qui se réunissaient dans les locaux de l'ASTT². Devant la décision de Benali Kalkan, un

compatriote arrivé en 1986 le rejoindra, suivi de 23 autres Turcs arrivés aux alentours de 1989, transformant ce qui avait déjà pris la tournure d'une petite mobilisation locale en un début de mobilisation nationale pour la régularisation des déboutés du droit d'asile. Par ailleurs, les Turcs de Bordeaux trouveront un soutien essentiel en la personne de Monseigneur Eyt, archevêque de Bordeaux, qui mettra à la disposition des grévistes une salle paroissiale adéquate pour mener une grève de la faim. [...] Or c'est sur toute la France que de nombreux déboutés évoquaient, depuis le début de 1991, le passage à la grève de la faim : la grève de Bordeaux va représenter un signal pour eux.

1. À qui on a refusé le droit d'asile.

2. Association de solidarité avec les immigrés.

Johanna Siméant, « Le mouvement des déboutés du droit d'asile, 1990-1992 », Olivier Pillieule (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, L'Harmattan, 1993.

Document 3

DOCUMENT 1 Recours déclaré à la manifestation et à la grève en France, en 2009

« Pour chacun des modes d'action suivants, dites-moi si vous y avez déjà eu recours ? »	Manifester dans la rue	Faire grève	
Sexe	Homme	50	45
	Femme	42	39
Statut	Salarié du secteur public	65	69
	Salarié du secteur privé	44	36
	Chômeur	50	38
	Inactif	39	39
Groupe socioprofessionnel	Commerçant, artisan, chef d'entreprise	29	21
	Cadre, profession intellectuelle	53	48
	Profession intermédiaire	51	53
	Employé	44	38
	Ouvrier	43	42
Préférence syndicale	CGT	62	65
	CFDT	47	55
	Force ouvrière	57	52
	Autres (SUD, CGC, CFTC...)	69	66
	Sans préférence syndicale	34	26
Ensemble		46	42

Source : sondage TNS-Sofres/Logica, « Les nouveaux modes de revendications des salariés », avril 2009.

CORRIGE

Connaissances

Q1/ Une hausse du PIB dans un pays n'entraîne pas toujours une hausse des niveaux de vie de ses habitants car la population du pays peut augmenter aussi vite, voire plus rapidement que la production. Par ailleurs, même si cette hausse du PIB permet une progression du PIB par habitant, le revenu national par habitant n'évolue pas nécessairement au même rythme, de sorte que le niveau de vie en tant que possibilité d'accès des habitants à des biens et des services ne change pas au même rythme que le PIB par habitant. En outre, un accroissement des inégalités peut empêcher une partie de la population de profiter de la hausse de la moyenne des revenus. De plus, la production supplémentaire mesurée peut résulter d'un simple dévoilement statistique d'une production auparavant souterraine. Enfin, la progression de la production dans un pays peut s'accompagner d'une dégradation du patrimoine des agents économiques, si elle ponctionne des ressources internes épuisables ou s'effectue par endettement sur l'étranger, de sorte que la progression des niveaux de vie ne sera pas durable.

Q2/ Qu'est-ce que le marché des changes ?

³⁵₁₇ Le marché des changes est un marché où se rencontrent l'offre et la demande de monnaies convertibles entre elles, à distinguer du marché des capitaux où s'échangent des titres financiers (actions, obligations, etc.), bien qu'une partie de ces transactions puissent nécessiter des opérations de change lorsqu'elles se réalisent à l'international.

³⁵₁₇ Le marché des changes a pour caractéristiques d'être planétaire (les transactions peuvent s'effectuer partout dans le monde), transparent (tous ses acteurs ont accès aux informations en temps réel), continu (du fait des décalages horaires) et certains le qualifient également de spéculatif (certains opérateurs y intervenant au travers d'opérations à risque). Ce marché connaît une forte progression de ses transactions depuis une vingtaine d'années.

³⁵₁₇ Un taux de change entre chaque paire de devises est mis à jour quasi instantanément afin d'équilibrer l'offre et la demande. Dans un régime de changes flottants, les fluctuations de change entre devises sont libres. La baisse du taux de change est appelée une dépréciation et son inverse une appréciation. Dans un régime de changes fixes, la banque centrale est appelée à intervenir pour faire respecter la parité officielle.

Tout échange avec le RDM implique des échanges monétaires. Le marché des changes est donc un marché sur lequel les devises sont converties les unes par rapport aux autres, il n'assure pas le financement de l'économie mondiale, mais garantit aux marchés de capitaux (Bourse, marché des titres de créances négociables (obligations, bons du trésor),) leur liquidité. Mais le marché des changes permet aussi de spéculer ou de se couvrir des fluctuations de monnaie.

Partie 2 – étude de doc

Le document a présente l'évolution du nombre de Journées Individuelles Non Travaillées (JINT) en millions, pour cause de grève, recensées par l'inspection du travail en France entre 1975 et 2005, selon la DARES premières synthèses de février 2007.

En 1976, on a comptabilisé au total 4 millions de journées individuelles non travaillées pour faitde grève en France contre moins de 500 000 en 2005 soit une division par 8 entre les 2 dates des JINT pour cause de grève en France.

Le document b présente l'évolution du taux de syndicalisation en France entre 1960 et 2008, d'après l'OCDE en 2011. En 1960 sur 100 salariés 20 étaient syndiqués en France, quand en 2008, 7,6 % seulement des salariés étaient syndiqués, soit une division par 2,6 du taux de syndicalisation en France entre 1960 et 2008.

Un faisceau de causes expliquent ces deux phénomènes : le recul des grands bastions ouvriers traditionnellement plus syndiqués que la moyenne ; la montée du chômage et des emplois précaires, qui peuvent décourager la syndicalisation (crainte que l'adhésion syndicale ne soit mal perçue par les employeurs, moindre implication dans l'entreprise) ; l'éclatement des collectifs de travail, du fait de l'externalisation, des horaires décalés etc. ; le sentiment que l'institutionnalisation des syndicats coupe les représentants syndicaux des préoccupations quotidiennes de leur base ; le sentiment que face aux délocalisations, les syndicats sont impuissants. Par ailleurs, de nouvelles formes d'action se développent et «concurrentent» la grève traditionnelle comme mode d'action privilégié. En particulier, la plus grande fréquence des grèves courtes conduit à une diminution du nombre total de JINT (débrayage, grève perlée...).

Partie 3 raisonnement sur dossier

►Introduction

Vu de loin, le mouvement des Indignés, qui s'est développé aux États-Unis et en Europe suite à la crise de 2007-2008, est le signe d'une fragilisation de la cohésion sociale, entendue comme la manière dont les membres d'une société sont liés entre eux, et partagent des valeurs communes ou d'autres formes de solidarité. Les Indignés protestent contre les conséquences de la crise et de la montée des inégalités, l'affaiblissement de la solidarité envers les plus fragiles. Mais, vu de près, quand on observe avec plus d'acuité ces mouvements, il n'est plus du tout évident qu'ils résultent d'une fragilisation de la cohésion sociale: au contraire, les participants font preuve d'une grande solidarité entre eux, ils s'associent pour défendre une cause qu'ils estiment juste, en partageant des valeurs communes.

On peut donc se demander si le développement des conflits sociaux remet vraiment en cause la cohésion sociale. Quels types de conflits sociaux ont tendance à fragiliser, ou au contraire à renforcer la solidarité entre les membres d'une société ?

Dans un premier temps, sera analysée la fragilisation de la cohésion sociale par la hausse des conflits sociaux, puis dans un second temps sera analysé le côté créateur de lien social du conflit.

►Proposition de plan détaillé

I. Le développement des conflits sociaux peut fragiliser la cohésion sociale

A. Les conflits sociaux opposent des groupes entre eux, ils remettent donc en cause la solidarité qui les unit. Pour Émile Durkheim, les conflits sociaux sont le résultat d'une situation d'anomie : c'est lorsque les mécanismes qui assurent en temps normal l'intégration sociale dysfonctionnent, que les conflits adviennent. En temps normal, dans les sociétés contemporaines, la cohésion sociale repose sur une division du travail social, qui fournit à chacun une place et crée entre tous des interdépendances. Mais cette division du travail social peut prendre des formes pathologiques. Le travail industriel, par exemple, creuse les écarts entre ouvriers et patrons. Il ne contribue plus à l'intégration sociale, il fait au contraire naître des conflits. Pour Durkheim, les conflits sociaux – et en particulier les conflits de classe – sont une pathologie de l'intégration sociale.

B. Certains conflits sont le signe d'une résistance aux changements économiques et sociaux, ils traduisent un affaiblissement de la cohésion sociale entre ceux qui soutiennent ces changements et ceux qui les refusent.

Certains conflits sont l'expression d'une pathologie sociale lorsqu'ils n'expriment pas de revendications claires, ne sont pas portés par des organisations ou des leaders. C'est ce que met en avant le courant fonctionnaliste de la sociologie en parlant de dysfonctionnement et de défaut d'intégration. Mais ce courant sociologique a des difficultés à penser le changement social. Or c'est la volonté de changement, facteur d'intégration, qui s'exprime le plus souvent à travers les mouvements sociaux. Les conflits créent du lien social entre ceux qui partagent les mêmes intérêts et ceux qui s'opposent car ils doivent négocier, donc reconnaître leurs différences.

II. Quand les conflits sociaux débouchent sur des compromis, des formes de reconnaissance ou un nouveau pacte social, ils peuvent au contraire renforcer la cohésion sociale

A. Les mobilisations collectives autour de la promotion de droits ou d'identités nouvelles ont souvent impulsé des changements sociaux et contribué à donner une place à tous les groupes au sein de la société. Empiriquement, ce ne sont pas les groupes sociaux les moins intégrés qui se mobilisent le plus, au contraire : les enseignants se mobilisent plus fréquemment que les chômeurs ou les prostituées ; les salariés en CDI sont plus enclins à manifester que les salariés en contrat à durée limitée. Se mobiliser suppose en effet des ressources, matérielles et culturelles, dont les groupes sociaux sont inégalement dotés. Un groupe se mobilise lorsqu'il est parvenu à rassembler ces ressources. D'où le rôle crucial des organisations. C'est par exemple l'émergence des syndicats qui a permis aux ouvriers de se doter collectivement des ressources dont ils sont peu dotés individuellement.

B. Participer à des conflits sociaux peut en fait renforcer les liens sociaux entre les membres des groupes, et être une forme d'activité sociale qui se banalise.

Les conflits sociaux peuvent jouer un rôle essentiel dans l'entretien du lien social. C'est le sociologue allemand Georg Simmel qui, au début du XXe siècle, met le premier clairement en évidence leur dimension socialisatrice. Il pointe ainsi le fait que l'affrontement, pourvu qu'il ne

viser pas l'élimination de l'opposant, implique plusieurs formes de reconnaissance: de l'adversaire tout d'abord, auquel il s'agit de s'adapter, mais aussi de règles et, surtout, d'une cause commune autour de laquelle on se confronte. Ce faisant, le conflit contribue à la réévaluation périodique des règles qui fondent la vie sociale. Le trait caractéristique de G. Simmel est de considérer sociologiquement le conflit non pas comme simple modificateur des regroupements ou comme générateur d'oppositions entre groupes, mais comme forme de socialisation. Ceci est possible dans la mesure où l'interaction entre individus est socialisation : le conflit est une forme d'interaction. Le conflit relie, alors que ce sont ses causes – la haine, l'envie – qui dissocient ; le conflit en ce sens est déjà la résolution d'une tension, il fait le lien. G Simmel (1858-1918) montre l'importance du conflit en tant que régulateur social, il favorise la cohésion du groupe, canalise les violences et débouche sur de nouvelles lois, normes ou coutumes. C'est pour cela que les conflits sont un élément de la régulation sociale qui permet l'apparition, la transformation, le maintien ou la disparition de règles sociales. Il crée donc à la fois le changement et l'ordre. Pour Simmel le conflit est un élément clé dans la dynamique d'intégration sociale : exprimer sa révolte, formuler des demandes, s'organiser pour faire aboutir des revendications permet de s'intégrer et d'obtenir des droits. Ce sont souvent ceux qui se figent dans le silence qui ne s'intègrent pas. Le conflit fait partie de la vie sociale, et surtout de la régulation sociale car il permet de produire de nouvelles normes et règles. Régulation sociale : processus qui permet le maintien, la transformation ou la disparition de règles sociales ainsi que l'apparition de nouvelles règles.

Le conflit permet de « faire éclater l'orage pour que le beau temps puisse revenir »

S'appuyant notamment sur Simmel, Lewis Coser développe l'idée que le conflit ne trouble pas toujours le fonctionnement des rapports au sein desquels il survient : au contraire, il peut remplir une fonction d'intégration sociale.

Les conflits sociaux contribuent à la cohésion sociale de plusieurs manières. Ils structurent la société, en produisant des identités sociales. Ils font entrer les groupes mobilisés dans la sphère publique. Ils renforcent leur cohésion interne. Ils permettent de corriger des dysfonctionnements de la société, ce qui diminue les tensions (fonction d'exutoire). Plus fondamentalement, ils sont une forme de lien social : s'affronter, c'est être lié, en particulier quand les valeurs au nom desquelles un groupe se mobilise sont les valeurs centrales de la société.

► Conclusion

L'impact des conflits sociaux sur la cohésion d'une société est au final profondément paradoxal. Les conflits entre deux groupes entraînent un affaiblissement des formes de solidarité qui les unissent, des valeurs qu'ils partagent. Ils sont parfois le produit d'un affaiblissement de la cohésion sociale, lorsque certains groupes rejettent les changements qui en favorisent d'autres, comme c'est si souvent le cas dans une société en transformation rapide. Mais dans le même mouvement, les conflits sociaux contribuent à unir ceux qui ont mené une lutte commune, et permettent à certains groupes, qui ont su se faire entendre, de gagner enfin leur place au sein de la société.

Si on peut donc s'attacher à limiter les conflits en menant des politiques préventives qui favorisent l'intégration sociale et la reconnaissance des diverses composantes de la société, il n'est pas certain que les conflits fragilisent vraiment le tissu social : et si les mouvements contestataires étaient au fond un des ferments de notre cohésion sociale ?

